



Maintenant !

Lettre d'information de RICHARD FERRAND

Député de la 6^{ème} circonscription du Finistère - Président de l'Assemblée nationale - Conseiller régional de Bretagne



N°36

JANVIER-
MARS 2021

www.richardferrand.fr

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Petites villes de demain

Sous l'impulsion de la ministre Jacqueline Gourault et de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, le programme «Petites villes de demain» se déploie sur le territoire de notre circonscription. Les conventions signées avec les communes concernées permettront à celles-ci de bénéficier d'aide pour l'ingénierie de projets et de financements particuliers pour revitaliser l'activité et permettre ainsi le développement de services de proximité.

À partir de ces petites villes-centres, c'est l'équilibre et le dynamisme des territoires ruraux qui se trouvent renforcés. Ainsi, Daoulas, Crozon/Pont-de-Buis/Le Faou, Chateaulin/Pleyben, Chateaneuf-du-Faou et Poher Communauté sont éligibles à ce dispositif innovant d'aménagement du territoire. À l'Assemblée nationale, ce programme doté de plus de 3 milliards € a été voté pour accompagner les élus des communes et des communautés dans l'accélération de la réalisation de leurs projets.

Les services de l'État sont dans le Finistère particulièrement mobilisés sous l'autorité du Préfet et des sous-préfets, aux côtés des municipalités, pour veiller à la concrétisation de cette belle ambition.

Richard Ferrand

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Assemblée s'engage

Les 193 pays membres de l'ONU ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il propose des actions prioritaires pour tous les pays, afin de faire évoluer la société vers un modèle à la fois plus prospère, plus inclusif et plus respectueux de l'environnement. Dix-sept objectifs de développement durables sont ainsi définis, à travers cinq grands enjeux transversaux, appelés «5P» : les peuples, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats.

« Les progrès passés ne sont pas les progrès futurs : tout est toujours à faire ! »

Dès 2018, les députés se sont engagés à l'Assemblée nationale au travers d'un groupe d'études transpartisan, qui s'est fixé comme ambition d'intégrer les Objectifs dans le processus législatif et budgétaire, ainsi que de promouvoir leur feuille de route : l'Agenda 2030.

En janvier dernier, avec la Fondation Elyx, Ambassadeur digital des Nations Unies, et la Fondation FACE, l'Assemblée nationale a accueilli une conférence et dévoilé une exposition. Avec dix-neuf panneaux installés sur ses grilles, l'Assemblée nationale devient la première institution française à mettre à l'honneur les Objectifs de développement durable, pour sensibiliser le grand public à cette trajectoire.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Unanimité dans l'hémicycle

À l'unanimité des suffrages exprimés, l'Assemblée a adopté le 2 mars dernier le projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales. Dans ce contexte inédit de crise mondiale, aucun pays n'est épargné. Fruit d'un large travail de co-construction avec la société civile, les diasporas, les collectivités territoriales et tous les acteurs du développement, le texte s'inscrit pleinement dans l'esprit de l'Agenda 2030. Il donne à la France les moyens de lutter plus efficacement contre les inégalités et de mieux protéger les biens publics mondiaux, en particulier la santé, le climat, la biodiversité et l'éducation.

ÉGALITÉ

Une loi pour l'autonomie économique des femmes

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, les députés de la majorité ont déposé une proposition de loi visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle. Grâce à une large consultation menée par Marie-Pierre Rixain, Présidente de la délégation aux droits des femmes, le texte propose des outils concrets et efficaces pour lutter contre les violences économiques et professionnelles : places de crèches réservées aux parents célibataires, objectifs de mixité des financements de BPIFrance, ou encore interdiction de verser les salaires et prestations sociales sur le compte d'un tiers.

30 Md€

C'est la part du plan de relance consacrée au financement de la transition écologique.



Le colonel Nicolas Duvinage, commandant du groupement de gendarmerie du Finistère, était entouré du lieutenant-colonel Pascal Hedan, référent violences intrafamiliales pour le département, et des chefs des brigades de Châteaulin, Châteauneuf-du-Faou et Briec.

VIOLENCES

LES EFFETS DE L'ACTION LÉGISLATIVE SUR LE TERRAIN

Quelques jours après la journée internationale des droits des femmes, j'ai participé à un temps de travail avec les brigades de gendarmerie de la circonscription sur la prise en charge des violences intrafamiliales.

« Plus que jamais, nous devons collectivement faire preuve de vigilance et de solidarité. »

En illustrant leurs propos avec des situations concrètes, les militaires ont détaillé les mécanismes liés aux violences, ainsi que les procédures de signalement et d'intervention. Conformément aux mesures mises en œuvre à la suite du Grenelle des violences conjugales, un plan de formation poussé est déployé pour permettre aux gendarmes d'en appréhender les complexités et les spécificités : prise de parole, mécanismes d'emprise, facteurs environnementaux, prise en charge des enfants, enjeux économiques, sont notamment abordés.

Des assistantes sociales sont mises à disposition par le Conseil départemental pour accompagner les victimes et les gendarmes dans les brigades. Les procédures de signalement sont facilitées et davantage sollicitées, grâce à la possibilité, pour les victimes comme pour leurs proches, d'envoyer un sms au 114, de passer par la plateforme arretonslesviolences.gouv.fr, ou de se signaler en pharmacie. Les chiffres montrent une augmentation de 25% des faits depuis la première période de confinement en Finistère, soit environ 120 victimes par mois en zone gendarmerie.

En savoir plus :

Le site Internet arretonslesviolences.gouv.fr

RELANCE

En chiffres, chez nous

La ministre de la Cohésion des territoires s'est rendue fin février à Callac et Rostrenen. Avec le Préfet de Région et le Président du Conseil régional, elle a signé l'accord stratégique qui prévoit le déploiement régional du plan de relance (2021-2022), ainsi que les contours du contrat de plan État-Région 2021-2027. Plus d'un milliard € est déjà débloqué pour déployer le plan de relance sur 2021-2022. Les priorités du contrat de plan État-Région (accessibilité, développement économique et social, équilibre territorial, transitions écologiques, cohésion sociale) sont dotées de 2,4 milliards €, soit deux fois et demi plus que les précédents contrats.

En Finistère à la fin janvier, plus de 500 millions € avaient irrigué le département depuis le début de la crise, tous dispositifs confondus. À titre d'exemples, 1 240 ménages ont bénéficié de MaPrimeRénov pour un montant de 7,3 millions € et un effet levier de 23 millions €, le bonus écologique a bénéficié à 3 144 particuliers et 200 jeunes par semaine ont bénéficié du plan « 1 jeune 1 solution » depuis son lancement.

PARLEMENT DES ENFANTS

Lanvéoc a travaillé sur le gaspillage alimentaire



Pour la 25^{ème} édition du Parlement des Enfants, échanges riches et stimulants avec les élèves et la maire de Lanvéoc.

L'école de Lanvéoc a été sélectionnée pour le Parlement des Enfants. En janvier, les élèves de CM1-CM2 m'ont présenté leur travail : une proposition de loi visant à rendre les enfants acteurs de leurs choix alimentaires pour favoriser une alimentation durable. Elle a pour objectif d'intégrer des modules de sensibilisation à l'école sur ce sujet et de créer un logo permettant d'identifier les aliments issus d'une agriculture locale et de saison. Avec Christine Lastennet, maire de la commune, cette rencontre a permis de répondre aux questions des enfants sur le rôle de député, de Président de l'Assemblée nationale ainsi que sur les missions du Parlement.

AGRICULTURE

2 millions € pour l'abattoir du Faou

La Communauté de communes Presqu'île de Crozon – Aulne maritime porte un projet d'abattoir neuf pour remplacer l'équipement actuel, installé au Faou depuis plus de 50 ans.

Mi-février, Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, m'a confirmé qu'il était lauréat de l'appel à projets lancé en décembre 2020. Le nouvel abattoir va ainsi bénéficier d'un financement exceptionnel de l'État de 2 millions €, venant abonder les premiers concours accordés par l'État et les collectivités bretonnes. Cet investissement public permettra des prestations d'abattage multi-espèces sur l'ensemble du département. Il répond aux besoins des éleveurs, des acteurs de l'agroalimentaire et aux enjeux de souveraineté alimentaire.

La mobilisation exceptionnelle du monde agricole et des acteurs publics du Finistère, la détermination des élus, mais aussi l'engagement des services départementaux de l'État, ont permis l'aboutissement positif de ce dossier.

VACCINATION

Les équipes mobiles en action

Dès janvier, les services de l'État, l'Agence régionale de santé, les collectivités et les professionnels soignants ont organisé la mise en place de onze centres de vaccination en Finistère. Alors que leurs contours sont progressivement modifiés afin de répondre aux besoins des catégories éligibles de la population et en fonction de l'arrivage des doses des différents vaccins, un travail a été mené pour assurer la vaccination des personnes de plus de 75 ans dans les zones les plus éloignées des centres de vaccination.

Grâce au concours des sapeurs-pompiers du Finistère, deux unités itinérantes ont été mobilisées : 538 personnes ont été vaccinées dans les îles du Ponant en février. En zone rurale et notamment dans les Monts d'Arrée, le travail est toujours en cours et 1 930 personnes ont été vaccinées.



La vaccination mobile pour les zones rurales a démarré au cœur des Monts d'Arrée, à Brasparts.

NUMÉRIQUE

150 millions € pour la fibre



Sur l'exploitation de Sophie Jézéquel à Lennon, démonstrations concrètes des usages du numérique en agriculture.

En Bretagne, sous l'impulsion de Jean-Yves Le Drian et grâce à la création du syndicat mixte Mégalis Bretagne, le déploiement de la fibre a démarré bien en amont des autres régions avec un axe prioritaire et central : alors que les opérateurs privés se tournaient en premier lieu vers les métropoles, la puissance publique a choisi d'agir d'abord pour les zones rurales et d'assurer le raccordement de tous les territoires de Bretagne, en fixant un prix unique par prise. Comparables au déploiement des premiers réseaux téléphoniques, les travaux avancent en contournant des difficultés complexes et reposent sur le volontarisme des collectivités et de l'État. En Finistère début janvier, le secrétaire d'État au Numérique Cédric O a confirmé l'engagement de l'État aux côtés de la Région Bretagne : 150 millions € du plan de relance sont dédiés à assurer le raccordement de 100% du territoire pour 2025-2026.

Focus

La relance booste les projets des communes

Gouézec, Berrien, Pont-de-Buis, Kergloff, Châteauneuf-du-Faou, Cléden-Poher, Saint-Coulitz, Lanvéoc, Saint-Urbain, Plounévezel, La Feuillée... Mes échanges avec les équipes municipales de notre territoire ces dernières semaines témoignaient d'une même dynamique : en s'inscrivant dans la relance, les projets avancent à une vitesse inédite. 17 millions €, en plus des enveloppes habituelles, ont soutenu les investissements des collectivités en 2020 ; cette année, un engagement fort est pris sur la rénovation énergétique des bâtiments publics.

À Daoulas, un logement pour accueillir les réfugiés

L'association Coallia, fondée par Stéphane Hessel, œuvre pour l'insertion et l'accompagnement social et médico-social des réfugiés en France. Avec le soutien de l'État, la commune de Daoulas s'est investie à ses côtés pour nouer un partenariat solidaire exemplaire : la rénovation complète d'une longère de la commune permet désormais d'accueillir des familles de réfugiés réinstallés. Depuis quelques semaines, Daoulas accueille ainsi ses premiers résidents.

5,3 M€

C'est le nombre de personnes qui ont reçu au moins une dose de vaccin à la mi-mars en France, dont 2,3 M ont reçu deux doses.



1. Par l'inauguration du centre breton de l'Ifremer et un propos très engagé, le Premier ministre Jean Castex a réaffirmé à Brest la volonté de la France de porter une grande politique maritime.



2. À l'issue de la cérémonie de la journée d'hommage aux victimes du terrorisme, j'ai invité le Président de la République à l'Assemblée nationale pour l'exposition "13onze15 : Fraternité et Vérité", en hommage aux victimes du terrorisme.



3. Laetitia Benoit élève des chèvres des fossés à Berrien, dans les Monts d'Arée et participe ainsi à la sauvegarde de l'espèce. Son fromage a été primé à Lyon l'année dernière.



4. Matinée de travail à Plougastel : démarrage par des échanges nourris avec Françoise et Dominique Kervella, ostréiculteurs passionnés.



5. Inauguration à Châteaulin des nouveaux locaux de Kerhis : du choix du terrain à l'aménagement des locaux et des extérieurs, l'entreprise de pointe a bénéficié de l'accompagnement de la Région pour élaborer son projet d'agrandissement.

Twitt again !

" Nous vivons des temps historiques. Dans ce contexte propice aux obscurantismes, nos sociétés démocratiques sont fragiles. Résistons à la perte de rationalité, à la division, soyons confiants ! Résistons pour triompher de la pandémie et relever notre pays. "

Repères

En avril-mai-juin :

- Session budgétaire du Conseil régional
- Élections départementales et régionales

Dans la presse

- Face à Jean-Jacques Bourdin

<https://cutt.ly/7z3CEro>

- Sur le plateau de CNews

<https://cutt.ly/Nz3CjJx>

- Ma tribune dans

Le Télégramme

<https://cutt.ly/lz3CDOZ>

Infos en continu

www.richardferrand.fr

[RichardFerrandAN](https://www.facebook.com/RichardFerrandAN)

[@RichardFerrand](https://twitter.com/RichardFerrand)

[@richarderrand_pan](https://www.instagram.com/richarderrand_pan)

CONTACT

Permanence parlementaire

2 rue Baltzer
29150 Châteaulin

tél. 02 98 81 94 83

fax 02 98 81 94 18

infos@richardferrand.fr

Mes collaboratrices

Leïla Delefortrie
et Laetitia Dolliou

Suivi des dossiers et des activités
de la circonscription

leila.delefortrie@richardferrand.fr

laetitia.dolliou@richardferrand.fr

Administration générale

Soizic Kerbrat
soizic.kerbrat@richardferrand.fr